

Service Installations classées de la DDPP
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral de mise en demeure
n°DDPP-DREAL UD38-2025-02-17
du 20 FEV. 2025**

**À l'encontre de la société FERROGLOBE FRANCE - Usine des Clavaux
sur la commune de Livet-et-Gavet**

La préfète de l'Isère,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le livre I^{er} titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et R.171-1, le livre V, titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L.511-1 et L.514-5 ;

Vu le code de justice administrative, notamment le livre IV (l'introduction de l'instance de premier ressort), titre II (les délais) et l'article R.421-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'ensemble des décisions réglementant les activités exercées par la société FERROPEM au sein de son usine spécialisée dans la fabrication de silicium, implantée route des Six Vallées - lieu-dit Les Clavaux sur la commune de Livet-et-Gavet (38220), et notamment les arrêtés préfectoraux complémentaires n°2008-06759 du 18 juillet 2008 et n°DDPP-DREAL UD38-2020-08-09 du 14 août 2020 ;

Considérant le donner acte du 30 janvier 2025 concernant le changement de dénomination sociale de la société FERROPEM devenue FERROGLOBE FRANCE ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 30 janvier 2025, réalisé à la suite de la visite effectuée le 4 décembre 2024 du site de la société FERROGLOBE FRANCE, situé sur la commune de Livet-et-Gavet ;

Tél : 04 56 59 49 99

Mél : ddpp-ic@isere.gouv.fr

Adresse postale : 22 avenue Döyen Louis Weil CS 6 38028 Grenoble Cedex 1

Horaires d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 9h à 11h et de 14h à 16h

Considérant le courriel du 30 janvier 2025 de l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, adressé à la société FERROGLOBE FRANCE, faisant office de consultation contradictoire préalable prévue aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement et l'informant de la proposition de mise en demeure concernant son site situé sur la commune de Livet-et-Gavet ;

Considérant les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 11 février 2025 ;

Considérant que l'article 29 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2020-08-09 du 14 août 2020 susvisé prévoit qu'un diagnostic technique de la configuration des deux décharges, dénommées CUAEM et SECHEMEAU, soit réalisé et transmis à l'inspection avant le 30 juin 2021, compte tenu des pollutions métalliques identifiées sur ces zones ;

Considérant que lors des visites du 6 juillet 2021 et du 4 décembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'a pas réalisé le diagnostic technique des décharges CUAEM et SECHEMEAU ;

Considérant que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où des pollutions métalliques ont été identifiées au droit des deux anciennes décharges CUAEM et SECHEMEAU et qu'il convient de définir si des mesures de protection supplémentaires sont nécessaires ;

Considérant que le non-respect des dispositions susvisées est susceptible d'entraîner des risques pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société FERROGLOBE FRANCE de respecter les dispositions de l'article 29 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2020-08-09 du 14 août 2020 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

Arrête

Article 1 : La société FERROGLOBE FRANCE (SIRET n°642 005 177 00232) – siège social : 711 avenue des Landiers - Immeuble Landart – Bâtiment A, 3ème étage - 73000 Chambéry, qui exploite l'usine des Clavaux située route des Six Vallées - lieu-dit Les Clavaux sur la commune de Livet-et-Gavet (38220), est mise en demeure de respecter, dans un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 29 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2020-08-09 du 14 août 2020 susvisé, en transmettant le diagnostic technique de la configuration des deux décharges CUAEM et SECHEMEAU.

En cas de non-respect de cette mise en demeure dans le délai prévu, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 2 : Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble dans le délai imparti par l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Cette décision peut par ailleurs faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application "Télérécours citoyens" sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société FERROGLOBE FRANCE et dont copie sera adressée au maire de Livet-et-Gayvet.

20 FEV. 2025

La préfète



Pour la Préfète, par délégation,
le Secrétaire Général

Laurent SIMPLICIEN

